Le Monde 5.3.02 p. 7

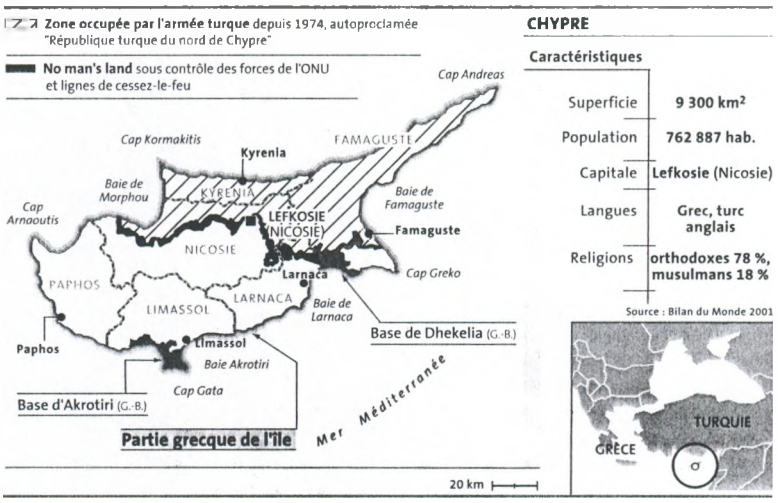
La Turquie joue à Chypre l'avenir de ses relations avec l'UE

La reprise des négociations intercommunautaires sur un règlement de la situation de l'île, divisée depuis l'occupation du Nord, en 1974, par l'armée turque, se heurte aux indécisions de la politique d'Ankara

NICOSIE
de notre envoyé spécial

Les deux hommes se retrouvent désormais, ponctuellement, les mardis et vendredis, sous l'égide des Nations unies, dans une salle à colonnes fraîchement repeinte qui n'est autre que l'ancien hall d'arrivée de l'aéroport désaffecté de Nicosie.

Rauf Denktash, le dirigeant chypriote-turc, et Glafcos Cléridès, le président chypriote-grec, prennent place de chaque côté d'une table, flanqués de trois conseillers. Alvaro de Soto, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, préside. Puis les deux délégations sont raccompagnées jusqu'aux grilles de la zone-tampon qui sépare le territoire des deux communautés par des soldats de l'Unficyp, la Force de maintien de la paix des Nations unies à Chypre.



CHYPRE

Caractéristiques

Superficie	9 300 km²
Population	762 887 hab.
Capitale	Lefkosie (Nicosie)
Langues	Grec, turc anglais
Religions	orthodoxes 78 %, musulmans 18 %

Source : Bilan du Monde 2001

AMBIANCE CONVIVIALE

Les négociations, qui ont commencé le 16 janvier, ont repris vendredi 1er mars après *« une période de réflexion »* de dix jours pour les festivités musulmanes de l'Adha. Rien n'a filtré sur d'éventuels progrès pendant la première phase. Les discussions se passent dans une ambiance conviviale, presque complice, pour ces deux vieux lutteurs qui se connaissent depuis plus de cinquante ans. Agés respectivement de 77 et de 82 ans, tous deux avocats, ils se fréquentaient dans les prétoires avant de se combattre. *« Lors des discussions,* rapporte un participant, *il n'est pas rare qu'ils échangent des blagues, se taquinent, s'emportent parfois, tout en revenant vite à un ton plus serein : aucun des deux ne prendra le risque de se voir attribuer la responsabilité d'une rupture ».*

Pour ces discussions censées aboutir à un règlement sur l'avenir politique de l'île, divisée depuis l'occupatio du Nord, en 1974, par l'armée turque, cette connivence est une chance, ou peut-être l'inverse.

Car le climat de ces pourparlers est à la fois excellent et peu productif : les deux hommes réaffirment avec des nuances des idées ressassées depuis trois décennies, mais ils ne négocient pas. Silencieux, Alvaro de Soto se contente d'être les *« yeux et les oreilles »* de l'ONU. Il attend son heure pour débloquer ce qui risque d'évoluer en dialogue de sourds.

Si Rauf Denktash persiste à réclamer un partenariat systématique de la souveraineté du futur Etat indépendant de Chypre, il n'y aura pas d'accord. Pas davantage s'il fait semblant de croire à la viabilité et à la crédibilité internationale d'une confédération avec un exécutif bicéphale et une présidence *« tournante ».*

Si Glafcos Clérides n'introduit pas un peu de souplesse dans son projet d'une fédération bizonale et bicommunautaire, s'il n'accepte pas que les Chypriotes turcs conservent une partie du territoire annexé (37 % de la surface de l'île) dépassant celle de leur poids démographique (200 000 personnes sur une population totale d'environ 800 000 habitants), alors rien ne se passera.

« FEUILLE DE ROUTE »

A la fin de l'année, Chypre, bon élève des pays-candidats, aura terminé avec Bruxelles ses négociations d'adhésion à l'Union européenne. En 2004, elle sera *« européenne »*, avec ou sans la partie Nord, puisque les Quinze en ont décidé ainsi. La communauté internationale, qui n'a jamais accepté le fait accompli turc après 1974, ne reconnaît qu'une seule République de Chypre, avec pour président Glafkos Clérides.

Ankara a menacé, au cas où cette adhésion deviendrait réalité sans accord avec elle, d'*« annexer »* la République turque de Chypre du Nord, autoproclamée, pour en faire une simple province de la *« mère patrie ».* Cela n'aurait pas grande signification sur le terrain, dès lors que 35 000 soldats turcs s'y trouvent déjà, mais aurait des conséquences graves pour ses relations avec l'Union européenne, à laquelle la Turquie est également candidate. Ankara dispose à ce titre de trois représentants à la Convention sur l'avenir de l'Europe qui s'est ouverte, le 28 février, à Bruxelles.

« Ce n'est pas le moment de parler d'annexion. Il faut que chaque camp se rende compte de l'ampleur de la catastrophe qui s'abattrait sur Chypre si nous échouons à trouver un compromis », estimait, en février, Ergün Olgun, principal conseiller de Rauf Denktash. La Turquie, soupçonnent de leur côté les membres du gouvernement chypriote-grec, espère que les Quinze vont s'engager sur une *« feuille de route »*, s'agissant de sa propre adhésion à l'Union, lors du conseil européen de Séville, en juin. Elle sait qu'elle n'obtiendra pas satisfaction sans manifester sa bonne volonté à propos de Chypre. *« L'important pour Ankara,* relève le ministre chypriote des affaires étrangères, Ionnis Kassoulidès, *c'est d'obtenir une aide financière de la communauté internationale. Sur le fond, je crains que la situation de statu quo actuel, avec une partition de fait de l'île, ne lui suffise ».*

« FOSSÉ INFRANCHISSABLE »

Chypre entrée dans l'Union européenne, des négociations sur la division de l'île pourraient-elles reprendre ? Ces considérations prospectives sur l'avenir de Chypre font partie du non-dit des discussions entre Glafkos Clérides et Rauf Denktash.

Ergün Olgun pense que la division de l'île deviendra alors *« permanente, le fossé politique et économique entre les deux côtés devenant infranchissable ».* Son *alter ego,* George Vassiliou, responsable du dossier des négociations de Chypre avec l'Union européenne, n'en est pas si sûr : il estime qu'après avoir manifesté sa colère, Ankara voudra relancer le dialogue. *« La Turquie,* explique-t-il, *se rend compte qu'elle a perdu son monopole de relations avec les Etats-Unis, et que l'Asie centrale acquiert de plus en plus d'importance et d'autonomie. Face à une Europe qui comptera vingt ou vingt-cinq membres dans quelques années, elle ne pourra pas rester isolée ».*

Laurent Zecchini

Les autorités turques entre deux feux

Les Turcs considèrent la reprise des négociations comme une étape positive, estime-t-on à Ankara. Ils sont conscients que le temps presse : le tic-tac de l'horloge de l'UE, avec, en fin de parcours, l'adhésion de Chypre, est désormais un bruit de fond constant. Le ministre des affaires étrangères turc, Ismaïl Cem, l'a reconnu récemment : *« Si nous ne parvenons pas à résoudre cette question en 2002 avec un accord acceptable pour les deux parties, je pense qu'il sera impossible d'y revenir après la fin de l'année. »* Pour Ankara, qui a menacé d'annexer le nord de l'île, les pourparlers actuels offrent une dernière chance de sortir de l'impasse diplomatique : si la Turquie mettait sa menace à exécution, elle risquerait sa propre candidature à l'Union. Il reste qu'aux yeux de nombreux Turcs, Chypre demeure une cause nationale qui ne permet aucune concession. Pour l'armée, Chypre est perçue comme une base stratégique importante. Les autorités turques demeurent prudentes sur les chances de succès, accusant l'UE de favoriser le camp grec en annonçant d'emblée que rien ne retardera l'entrée de Chypre dans l'Union. – *(Corresp.)*

La promesse d'une aide européenne

L'Union européenne s'efforce à sa manière d'amener les Chypriotes turcs au compromis lors des négociations de Nicosie. Si un accord permettant à Chypre d'entrer unie au sein de l'Union intervient, elle se propose d'allouer une somme de 206 millions d'euros à la partie nord de l'île (respectivement 39, 67 et 100 millions, en 2004, 2005 et 2006), afin qu'elle puisse peu à peu rattraper son retard de développement sur le sud. Rauf Denktash, le dirigeant chypriote turc, a minimisé cette offre, en soulignant qu'Ankara verse une aide financière bien plus importante, mais la Turquie, compte tenu de sa situation économique, ne peut qu'être sensible à la perspective d'un allégement du fardeau financier que représente sa tutelle sur le nord de l'île. – *(Corresp.)*

D'un côté du « mur » de Nicosie, la prospérité du Sud ; de l'autre, l'envie...

Le PNB par habitant en République chypriote grecque est quatre fois supérieur à celui de la partie turque de l'île

NICOSIE (côté « turc »)
de notre envoyé spécial

A pied, il faut moins de cinq minutes pour passer du *« check-point »* chypriote grec au *« check-point »* chypriote turc. Avec force slogans peints sur les murs, le visiteur est prévenu des *« atrocités »* dont s'est rendu coupable, dans le passé, l'« autre côté », mais l'accueil est bon enfant. Côté « grec », les consignes sont strictes : pas question de revenir du Nord après 17 heures, c'est-à-dire d'y passer la nuit. Tout ce qui pourrait légitimer l'occupation *« illégale »* de la partie Nord de Chypre est banni.

Un calme étrange règne sur ce *no man's land* qui sépare les deux zones de la *« dernière capitale divisée du monde »* (depuis 1958), une situation que les dépliants touristiques ne se privent pas de souligner. Sur les balcons du Ledra Palace, occupé par les forces des Nations unies, les soldats ont disposé des parasols et des pots de fleurs. En face, plusieurs maisons détruites sont autant de témoignages des combats de 1974. Un simple permis de séjour permet de rendre visite aux « parents pauvres » de Chypre.

REPORTAGE

D'une zone à l'autre, le modernisme cède la place au sous-développement

Hüsnü Uçar, patron du petit café situé au centre du Yigifter Burcu Park, s'étonne de notre étonnement devant l'impression de sous-développement qui saute aux yeux en passant d'un côté de Nicosie à l'autre : *« Nous subissons un embargo depuis près de trente ans. Il n'y a que la Turquie pour nous aider financièrement, pendant que le monde entier donne des millions de dollars aux Grecs ! »* Les enfants qui jouent sur des toboggans ne laissent pas deviner que ce petit espace vert est « stratégique »... Pour s'en rendre compte, il faut pousser jusqu'à la grille qui borde un côté du parc.

Juste en contrebas, à 30 mètres, la République (grecque) de Chypre, son modernisme et son opulence. Ici, la *« buffer zone »* entre les deux lignes du cessez-le-feu de 1974 est quasiment inexistante. Ailleurs, la largeur de cette zone-tampon de 180 kilomètres, qui traverse l'île d'est en ouest, varie de 20 mètres (à Nicosie) à 7 kilomètres. Il est facile de comprendre pourquoi les Chypriotes turcs aspirent à un règlement politique : le PNB par habitant est de 4590 euros au Nord, contre 18 390 euros au Sud.

« IL FAUDRA DU TEMPS »

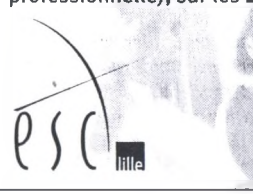
« Nous ne pouvons vivre sans l'aide de la Turquie, confirme Mehmet Ali Talat, président du Republican Turkish Party (opposition), *et la Turquie, où le chômage et la pauvreté ne cessent de croître, ne peut survivre sans l'aide de la communauté internationale et du FMI. La vérité est que Ankara, pour qui nous sommes un protectorat, veut nous maintenir dans un état de dépendance. »* Le procès est nourri par les nombreux récits du sous-développement des campagnes du Nord, par l'accroissement de l'émigration vers l'Europe, partiellement compensée par l'implantation de colons d'Anatolie (quelque 70 000, sur une population *« nordiste »* d'environ 200 000 habitants, dont 35 000 soldats turcs), peut-être davantage encore par la multiplication des demandes de passeport chypriotes, qui, selon Ionnis Kassoulidès, ministre chypriote grec des affaires étrangères, est passée *« ces dernières années, d'environ 400 par mois à entre 2 000 et 4 000 demandes ».*

Officiellement pourtant, tout va bien : Semi Bora, maire de la partie turque de Nicosie, s'efforce d'expliquer qu'il est confronté aux problèmes ordinaires d'une ville de 50 000 habitants, mais ses propos en disent long sur l'étendue des pénuries : deux fois par semaine, des bateaux turcs franchissent les 70 kilomètres qui séparent l'île des côtes turques, en remorquant deux ballons de 20 000 mètres cubes chacun. Ils complètent ainsi l'alimentation en eau douce de la République turque de Chypre du Nord (RTCN). Chaque année, la municipalité reçoit d'Ankara environ 4 millions de dollars (4,4 millions d'euros), un chiffre à comparer à celui de ses recettes, soit 2,5 millions de dollars.

En dépit de l'absence de relations officielles entre les deux entités, Semi Bora rencontre plusieurs fois par an son homologue grec Michael Zambelas (à qui il ne peut pas téléphoner). C'est ainsi qu'ont été résolus – au bout de nombreuses années – les questions de l'assainissement de la rivière Pediaios, ou du système d'égouts. Comme la plupart des responsables du Nord, Semi Bora ne croit pas à une vraie réconciliation.

Il souhaite qu'un accord prévoie la libre circulation de tous les Chypriotes, et n'est pas hostile à ce qu'une partie des 160 000 Chypriotes grecs expulsés en 1974 puissent revenir, ou qu'une juste indemnisation leur soit accordée. Mais vivre ensemble, dans les mêmes villages, est une autre histoire : *« Il faudra du temps pour bâtir la confiance. Dans un premier temps, mieux vaudra ne pas repartir à l'aventure »...*

L. Z.

Vous avez un Bac +2 et 3 années d'expérience professionnelle
Valorisez vos compétences avec ESC Lille
Nous vous proposons le **Diplôme ESC Lille** (Bac + 5 visé par l'Etat), en **formation continue** (2 ans, horaires adaptés à l'activité professionnelle), sur les 2 campus de **Lille et Paris**.

Contact : Annick DUBRAY
e.mail : desc@esc-lille.fr www.esc-lille.fr
Avenue Willy Brandt - 59777 EURALILLE
Tél : 03 20 21 59 93 - Fax : 03 20 21 59 91
179, rue de Charonne - 75011 PARIS
Tél : 01 44 64 03 64 - Fax : 01 44 64 03 65

MÉDAILLE D'OR 2001
concours NF ameublement
DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX
Garantie 5 et 10 ans
CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas
MOBECO
247, rue de Belleville - Paris 19ème
50, avenue d'Italie - Paris 13ème
01.42.08.71.00 - 7 j/7
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE